Justice sociale - urgence écologique mobilisation générale

L'été des catastrophes

L'Amazonie, l'Afrique et la Sibérie brûlent sans qu'aucune mesure significative à l'échelle internationale ou locale ne soit prise. Ces incendies servent les intérêts des tenants de la déforestation : l'agro-industrie et les multinationales de l'extractivisme (minerai, énergie fossile…), qui font partie des piliers du système capitaliste qui nous mène droit dans le mur.

Les états/gouvernements n'ont aucune volonté d'agir pour limiter la hausse à 1,5°C comme le stipulait l'accord de Paris de 2015

Au contraire, ils continuent de soutenir le système capitalisme et sa course effrénée au profit au détriment de la planète et des populations. Les exhibitions de Macron en géant vert sur la scène internationale ne masquent ni l'inaction de son gouvernement ni ses méthodes répressives contre les mouvements sociaux et écologique, répressions condamnées par le bureau international des droits de l'homme à l'ONU.

Les multinationales sont les principales responsables.

Elles exploitent les travailleurs et les travailleuses, elles pillent la planète en toute impunité avec le soutien voire l'inféodalisation des états. Ces derniers négocient des accords en faveur de ces multinationales qui n'hésitent pas, en retour, à les attaquer en justice via des tribunaux taillés sur mesure pour affaiblir la législation sociale et/ou environnementale du pays (conséquences des accords dit de libre échange, tels le Tafta, Ceta ou mercosure...).

Rendre nos comportements individuels « vertueux » écologiquement, ne suffira pas à inverser le cours des choses si les principaux responsables de la pollution ne sont pas stoppés.

Poursuivre, amplifier et élargir la mobilisation sans attendre

Les mobilisations sociales et écologiques ont portés sur le terrain des luttes, l'urgence à agir conjointement pour la justice sociale et écologique. Pour atteindre le système capitaliste qui impose croissance et satisfaction des actionnaires, il est nécessaire d'agir ensemble : syndicats, mouvements climat, mouvements sociaux (dont des gilets jaunes), pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux. Nous le disons, cela passera par le blocage de l'économie à deux niveaux : la grève des salarié.es et la grève de la consommation.

L'union syndicale Solidaires appelle :

Le 20 septembre, les salarié.es à rejoindre par la grève intergénérationnelle, les mobilisations de la jeunesse pour une société juste, solidaire et écologique

Le 21 septembre, à participer massivement aux manifestations organisées sur tout le territoire pour amplifier et élargir le rapport de force en construction

Union syndicale Solidaires

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...
www.solidaires.org contact@solidaires.org,
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires
31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20

Les Revendications de Solidaires

Des mesures claires et immédiates sont nécessaires pour répondent aux besoins sociaux et aux nécessités écologiques qui ne peuvent attendre :

☛ Pour une autre répartition des richesses, l'augmentation des salaires est incontournable. Solidaires revendique un salaire minimum à 1700€ net ainsi que le relèvement des minima sociaux, une augmentation immédiate de 400€ pour tous-tes, aucun revenu en-dessous du seuil de pauvreté et le retrait de la hausse de la CSG sur les retraites.

☛ Pour la justice fiscale, la baisse des taxes sur les carburants, l'abandon de la flat taxe et le rétablissement de l'ISF qui profitent au plus riches, l'abandon des mesures sur les CICE qui ne sert pas l'emploi mais remplissent les poches des actionnaires (plus de 60 Mds€ reversés depuis son lancement en 2014), la taxation du transport aérien et maritime jusque-là exonéré à 100%

☛ Pour l'urgence climatique, faire du financement de la rénovation des logements une priorité notamment pour le logement social, financé par un pôle public financier indépendant des marchés financiers.

Nous avons besoin d'une transformation en profondeur de la société :

☛ Une réforme fiscale tournée vers l'intérêt général ayant pour objectif le financement de la transformation sociale et écologique. Pour cela l'argent ne manque pas : l'évasion et la fraude fiscale, 60 à 100Mds€ par an ; l'abandon de l'ISF et de la flat tax, 4mMds € chacun ; CICE, 21 Mds€ en 2018 et voté pour 2019, 40Mds€ au profit des entreprises et reverser majoritairement aux actionnaires au détriment de l'emploi…

☛ Le renforcement et le développement de transports collectifs urbains, péri-urbains et ruraux qui privilégient le ferroviaire.

☛ Une nouvelle organisation des services publics, basée sur la proximité qui leur permet de remplir leurs missions aux services de la population dans les territoires ruraux comme dans les quartiers populaires.

☛ Une politique publique d'aménagement du territoire axée sur le développement d'emplois locaux non délocalisables en particulier dans les secteurs du commerce de proximité, du tissu industriel local et de l'agriculture paysanne.

☛ L'égalité des droits pour toutes et tous au travail et dans la société en général.

☛ De vraies mesures contre les discriminations, aucun.e travailleur.euse n'est illégal.e.

☛ L'anticipation de la reconversion des outils de production des secteurs à forte évolution du fait des politique publiques pour la transition écologique

☛ L'accompagnement des salarié.es de ces secteurs, par la mise en place d'un revenu et d'une protection sociale équivalents à l'emploi occupé précédemment pendant toute la durée de leur reconversion.

☛ Un système de retraites avec un départ à 60 ans, 37,5 annuité de cotisation et financé par une plus juste répartition des richesse

☛ Une baisse significative du temps de travail qui participe à la résorption du chômage et à libérer du temps libre pour le vivre ensemble et la participation à l'organisation collective de la transformation de la société.

le 11 septembre 2019

Union syndicale Solidaires

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...
www.solidaires.org contact@solidaires.org,
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires
31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20